

Dire non à la politique de réarmement et à cette marche à la guerre !

Le 8 mai 1945 marque la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe et la victoire sur le nazisme, victoire dans laquelle *l'Union soviétique a joué un rôle décisif*. Macron et le gouvernement se sont mis sur le pied de guerre.

*** Le 30 avril 2025 la DGA mettait en exergue dans son bilan les dépenses miliaries avec 21,7 milliards d'euros de paiements⁽¹⁾.**

***Le 7 mai à Paris, le chancelier allemand Friedrich Merz a indiqué vouloir « *parler avec la France et la Grande-Bretagne* » de la question de la **dissuasion nucléaire sur le continent européen**. Abordant également la ratification d'un accord commercial de libre-échange avec le Mercosur afin qu'il soit signé « *rapidement* ». Le nouveau dirigeant conservateur assure que son pays assumera « *à nouveau* »...« *ses responsabilités de leader en Europe* ».**

***Le gouvernement a rassemblé industriels de l'armement, banquiers et investisseurs afin d'organiser l'augmentation de la production de poudre, de canons, de missiles, de chars, d'avions de chasse, de drones... La relance de l'industrie militaire est une nouvelle étape dans la marche à la guerre. Il trouve 50 milliards d'€ pour porter le budget militaire à 100 milliards par an⁽²⁾, après l'avoir déjà doublé depuis 2017 !**

***À l'échelle de l'Union européenne, Ursula von der Leyen projette jusqu'à 800 milliards de dépenses militaires⁽³⁾. Le nouveau chancelier allemand a fait entériner un plan « bazooka » autorisant des centaines de milliards d'euros de dépenses pour l'armée.**

***Macron se pose en chef de guerre lors de sa visite dans l'Océan Indien défendant les intérêts de l'impérialisme français pour renforcer son influence dans une région toujours plus militarisée⁽⁴⁾. Valls a annoncé le projet de reconstruction de Mayotte après les ravages du cyclone Chido et l'installation d'une nouvelle base militaire navale afin de développer les capacités militaires dans la région. Les multinationales convoitent⁽⁵⁾ le canal du Mozambique et ses fonds marins,**

Bayrou veut qu'on« *travaille plus* »...« *pour payer la guerre et la dette* ». Le 15 avril, lors du "comité d'alerte sur le budget", le 1^{er} ministre a préparé les esprits dans le but de faire 40 milliards d'économies en 2026 tout en prévoyant 50 milliards de nouvelles dépenses pour la guerre.

L'argent ne semble pas être un problème lorsqu'il faut préparer des jeunes à la guerre. Le Service national universel (SNU) s'apprête à faire son retour. D'un coût de 600 millions d'euros annuels visant à atteindre 200 000 recrues, âgées de 15 à 17 ans par an⁽⁶⁾ : en un mot, une jeunesse prête à servir au front. Du côté de l'armée, les dépenses pour le service militaire volontaire, destiné aux 18 - 25 ans, seraient de 1,7 milliard d'euros pour 70 000 jeunes⁽⁷⁾. L'armée cherche à doubler d'ici à cinq ans le nombre de réservistes passant de 43 700 membres à 80 000 réservistes en 2030, voire 100 000 d'ici à 2035.

***Le gouvernement a annoncé 1,7 milliard d'euros d'investissement, via la Caisse des dépôts et Bpifrance, afin de renforcer les fonds propres des entreprises du secteur. A l'automne un nouveau fond Bpi France Défense sera ouvert aux particuliers avec un montant minimum de 500€ d'après les "Échos".**

***Du 12 mai au 15 juin la Marine nationale conduira l'exercice majeur de préparation opérationnelle " POLARIS 25". Plus de : 3 000 militaires français et étrangers, 20 bâtiments de surface et 40 avions de combats engagés en Atlantique et Manche dans cet exercice interarmées et interalliés. Un exercice de grande ampleur dans les conditions du réel permettant la préparation aux spécificités du combat moderne en « *milieu contesté* » alliant les aspects terrestre, maritime, aérien, cyber, fonds marins, cyberspace, espace, guerre électronique ou encore le champ informationnel...**

Les pays impérialistes et leurs dirigeants se montrent agressifs et prêts à tout afin d'assouvir leur besoin de domination.

Trump incarne cette image de l'impérialisme américain. L'Union européenne prendra à son tour des mesures protectionnistes contre les États-Unis, après celles adoptées contre la Chine il y a quelques mois dans le but de défendre les profits et les intérêts de leurs multinationales. Les capitalistes s'affrontent se partageant le monde et font main basse sur ses richesses. C'est le sens donné au branle-bas de combat pour l'industrie de défense française : une priorité du gouvernement.

Refusons cette marche à la guerre dans laquelle veut nous mener le gouvernement Macron.

Il ne prépare pas « la défense du pays » mais il défend la place de l'impérialisme français dans le monde et les intérêts de ses multinationales. Leur guerre n'est pas la nôtre !

Cette préparation à la guerre est absolument contraire aux intérêts des travailleurs, nous avons principalement besoin d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, de logements, de transports... Début 2024, 8,6 millions de personnes subissaient une « situation de privation matérielle et sociale », selon une enquête publiée ce mardi par l'Insee. En d'autres termes, 13 % de la population du pays était touchée. Ce sont des données qui en disent long sur la misère des Français.

On dénombrait 360 plans de licenciements et 200 000 à 300 000 emplois menacés dans le pays, quatre grands groupes ont rajouté des milliers de suppressions d'emplois⁽⁸⁾.

En plus de défendre nos salaires, nos retraites et nos conditions de travail, nos services publics nous devons nous opposer à cette marche à la guerre. Il est urgent d'organiser la riposte contre les attaques programmées et la course à l'armement sur le dos des travailleurs :

De l'argent pour les salaires, l'éducation et la santé, pas un sou, pas une vie pour la guerre.

(1) L'armée de terre a reçu 103 blindés Serval produits à Roanne chez KNDS France en 2024. Elle a également obtenu 150 blindés Griffon, 35 Jaguar, 21 chars Leclerc rénovés, 12 camions Caesar et 102 blindés légers...

(2) D'après les calculs du ministre des Armées, Lecornu il faudrait 20 à 30 avions Rafale supplémentaires, trois frégates de plus, des drones et doubler la réserve militaire afin de la porter à 100 000 soldats.

(3) La Commission européenne a annoncé un plan « Réarmer l'Europe » permettant de flécher jusqu'à 800 milliards pour la défense. L'instrument SAFE, doté de 150 milliards devrait permettre d'accorder des prêts aux Etats souhaitant financer leurs investissements de défense.

(4) Dans une allocution à la Réunion, Macron a précisé l'enjeu de sa présence : « *Dans la zone Indo-Pacifique, on a plus de 8 000 militaires qui sont présents. C'est quelque chose que l'on a anticipé et développé. C'est aussi pour cela que j'ai souhaité être présent à la Commission de l'océan Indien à Madagascar où je défendrai la place de la France* ».

(5) Permettre à la France de contrôler plus de la moitié du canal du Mozambique. Un axe stratégique central attirant l'attention de nombre de puissances impérialistes ; Chine, Russie et régionales. Près de 30% du trafic pétrolier mondial transite par ce canal dont les fonds regorgent de milliards de mètres cubes d'hydrocarbures.

(6) Coût entre 1,7 et 3,5 milliards d'euros par an pour 600 000 jeunes.

(7) le retour du service militaire obligatoire coûterait « *7,2 milliards d'euros pour un service obligatoire de six mois s'il est limité aux hommes et 14,5 milliards d'euros s'il est mixte* » peut-on lire dans le rapport.

(8) 191 magasins de l'enseigne de prêt-à-porter Jennyfer vont fermer 1000 employés jetés à la rue: ArcelorMittal (630 suppressions d'emplois) a dépassé le milliard de profits en 2024. Le gouvernement a accordé 300 millions d'aide à ArcelorMittal s'engage à investir 850 millions dans la décarbonation de son site Dunkerquois. STMicroelectronics (1000 suppressions), plus d'un milliard de profits et cadeau encore plus gros, le gouvernement en 2023 a promis 2,9 milliards d'aide afin d'agrandir son usine de semi-conducteurs de Crolles, en Isère. En récompense Bruno Le Maire a été nommé en 2024 conseiller du géant européen de l'industrie des semi-conducteurs ASML ! La multinationale LVMH affiche un bénéfice supérieur à 12 milliards et a versé trois milliards de dividendes à son principal actionnaire Bernard Arnault supprimant 1200 postes dans sa filiale Moët Hennessy, pas assez rentable !